

L'exécutif français plus durement jugé que ses homologues

Le Cevipof et Ipsos-Sopra Steria ont mené des enquêtes dans différents pays afin de comparer le niveau de confiance.

Le gouvernement Philippe est le plus mal classé

Retroqu岸illé derrière ses frontières, chaque pays observe et se compare. La pandémie de Covid-19 a entraîné tous les Etats dans une course pour endiguer la propagation du virus. Un marathon où les opinions publiques ne peuvent s'empêcher de se jauger à la lumière des indicateurs. Courbes des décès, des contaminations, nombre de cas pour 100 000 habitants, taux de saturation du système hospitalier... Les données sur la situation sanitaire rythment le quotidien, déterminant le « sentiment de vulnérabilité » des habitants, selon les mots de Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, dont l'institut a mené, avec le Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), plusieurs enquêtes dans différents pays européens afin de comparer le niveau de confiance et d'inquiétude des populations.

Les résultats ne sont pas à l'avantage de la France, dans cette compétition surnoise qui oblige les différents gouvernements à ne surtout pas donner l'impression d'en faire moins que les autres et à intervenir régulièrement, comme Emmanuel Macron, venu dire, vendredi 1^{er} mai, sa « volonté forte », celle de « retrouver dès que possible les 1^{er}-Mai joyeux, chamailleurs parfois, qui font notre nation ». « Ensemble, unis, nous surmonterons cette épreuve », a promis le président de la République.

Les enquêtes du Cevipof et d'Ipsos-Sopra Steria font apparaître des sondés français à la fois plus angoissés sur la situation et plus sceptiques sur leurs dirigeants. 62 % se disent ainsi « insatisfaits » de l'action du gouvernement (38 % de satisfaits). Il s'agit du plus fort taux depuis le début de la crise puisqu'il était mesuré à 46 % le 20 mars. Malgré un léger rebond de deux points après l'intervention d'Emmanuel Macron annonçant le déconfinement pour le 11 mai, le pourcentage de mécontents n'a fait que grimper.

Le gouvernement d'Edouard Philippe est également le plus mal classé parmi les exécutifs mesurés. En Allemagne et en Autriche,

qui ont un bilan sanitaire meilleur, les insatisfaits représentent respectivement 26 % et 16 % des panels. En Suède, qui a choisi une stratégie différente en ne confinant pas sa population, ce taux est de 30 %.

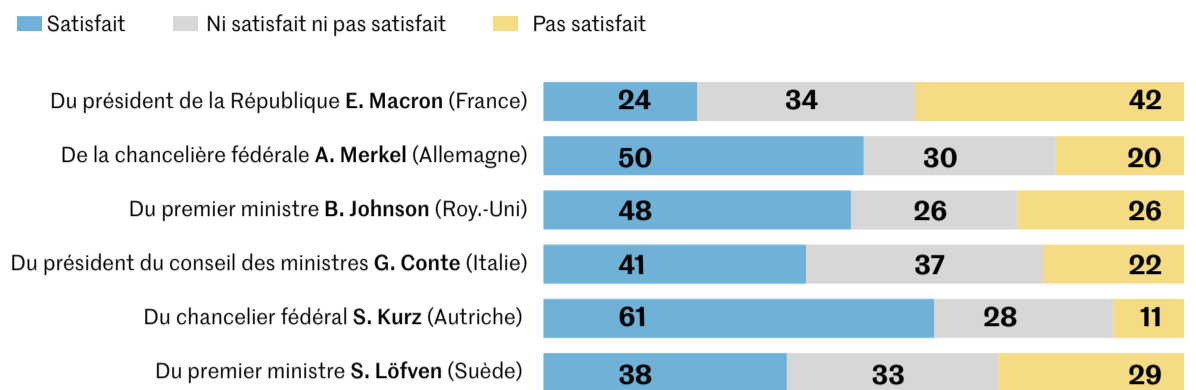
Logiquement, les habitants des nations les plus endeuillées sont les plus critiques. En Italie, qui comptabilisait un peu plus de 28 000 morts vendredi, bilan le plus lourd en Europe, 45 % des personnes interrogées se disaient insatisfaites de l'action de leurs dirigeants. Au Royaume-Uni, qui a franchi la barre des 27 000 décès vendredi, ce taux est de 39 %. Mais cela reste inférieur à la France, où les sondés ne sont également que 12 % à considérer que leur gouvernement a mieux géré la situation que les autres Etats (72 % en Autriche, 60 % en Allemagne). L'action d'Emmanuel Macron est également plus durement appréciée que celle de ses homologues européens, même si le chef de l'Etat est plutôt resté stable dans cette période compliquée (note de 4,1 sur 10 de satisfaction dans cette enquête, autour de 40 % de confiance dans toutes les vagues depuis le 20 mars).

Réelle défiance

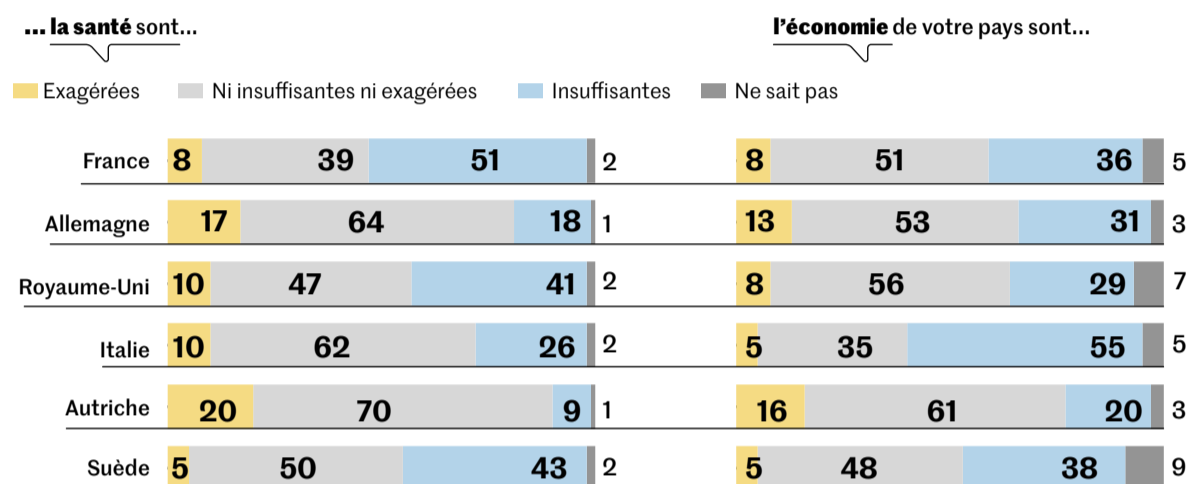
Pour se rassurer sur ce mauvais classement, l'exécutif peut évoquer une forme d'exception française, mélange explosif de scepticisme et de sentiment de déclin. Même en dehors des périodes de crise, les dirigeants de la France, terre d'affrontements politiques, sont souvent plus sévèrement jugés par des citoyens très pessimistes.

Dans cette enquête, seulement 12 % des Français se disent ainsi optimistes sur l'avenir (51 % en Autriche). « Il y a bien sûr des raisons exogènes à cette crise. Les tendances lourdes de notre pays, comme son pessimisme, sa fragmentation, ses opinions plus radicalisées, le fait qu'on attende plus de l'Etat, amplifient structurellement les critiques contre l'exécutif. Beaucoup plus qu'en Allemagne, où la culture du consensus existe, analyse M. Teinturier. Mais il y a aussi des raisons purement liées à la gestion de ce dossier : sur plusieurs indicateurs, les Français esti-

D'une manière générale, êtes-vous satisfait(e) ou pas de l'action...



Les mesures prises par le gouvernement pour protéger...



* L'ensemble des résultats de ce sondage sont exprimés en %.

Source : Enquête Ipsos pour le Cevipof avec l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), France Stratégie, l'Agence Française pour le Développement (AFD), la Fondapol, le CNRS, le CERDI, l'IAST, réalisée du 16 au 24 avril sur un échantillon de 9 018 personnes, constitué selon la méthode des quotas.

POUR SE RASSURER SUR CE MAUVAIS CLASSEMENT, L'EXÉCUTIF PEUT ÉVOQUER UNE FORME D'EXCEPTION FRANÇAISE, MÉLANGE EXPLOSIIF DE SCEPTICISME ET DE SENTIMENT DE DÉCLIN

ment qu'il y a eu un retard dans la prise de décisions ou un flou, par exemple sur la question du port du masque ou sur le retour à l'école.»

La défiance liée à la gestion de cette crise est réelle. Ainsi, les sondés français jugent les mesures prises pour protéger la santé « insuffisantes » (51 % en France, seulement 18 % en Allemagne et 26 % en Italie). Preuve que ce sentiment n'est pas seulement lié au spleen classique des Français, leurs critiques sont beaucoup moins fortes lorsqu'on évoque les mesures pour soutenir l'économie, domaine où la France a eu recours massivement à la dépense publique avec le chômage partiel : seulement 36 % les trouvent « insuffisantes ».

En matière sanitaire, la comparaison avec l'Allemagne, qui a réalisé beaucoup plus de tests dès le début de l'épidémie, a sans doute pesé sur l'opinion. Les atermoiements sur le port du masque ont également créé un doute sur la stratégie du gouvernement. « Les Français ne remettent pas en question l'orientation des mesures, mais plutôt la rapidité et l'ampleur de leur mise en œuvre, poursuit M. Teinturier. Il y a aussi eu une rupture avec la question des masques. Au final, l'exécutif n'a pas réussi à imposer une grille de lecture avantageuse par rapport à d'autres dirigeants. »

Cette crise semble agir à la fois comme un amplificateur des opinions déjà existantes des Français (défiance par exemple beaucoup plus forte qu'en Allemagne sur l'action de l'Union européenne), mais aussi comme un révélateur très puissant.

Par exemple sur les doutes vis-à-vis du système de santé, considéré pendant longtemps par les Français comme l'un des meilleurs au monde. 41 % de ceux interrogés estiment ainsi « probable » que « les patients très gravement touchés ne puissent pas tous être soignés correctement ». Un sentiment sans doute renforcé par la communication de l'exécutif, obligé de faire respecter le confinement en alertant sur le risque de saturation des services de réanimation. Mais cette ligne de crête très périlleuse a été choisie dans de nombreux pays où les craintes sont pourtant moins fortes sur ce sujet (33 % en Italie, 26 % en Suède).

Le niveau d'anxiété en France (85 % des sondés pensent que les conséquences sanitaires sont graves) rend l'étape du déconfinement très périlleuse. Comme 38 % des Britanniques, 30 % des Français estiment « probable » d'être infectés s'ils continuent ou retournent « sur leur lieu de travail habituel ». Et ils plébiscitent l'usage de masques de protection.

« On peut dire que la dramatisation voulue par l'exécutif a fonctionné, conclut M. Teinturier d'Ipsos. Dans la perspective d'un déconfinement qui semble angoisser une majorité de personnes, les citoyens sont davantage en attente de réponses prudentes et concrètes que de grandes perspectives, ce qui semble valider un discours tel que celui du premier ministre, mardi. » ■

MATTHIEU GOAR

« Le temps du ralliement dont bénéficient les exécutifs est déjà passé »

Même s'il est essentiel, le nombre de morts du Covid-19 n'est pas le seul critère d'évaluation de la gestion de la crise sanitaire par les dirigeants

Face à la pandémie de Covid-19, les pays n'ont pas été affectés de manière uniforme et n'ont pas non plus fait le choix de politiques sanitaires convergentes. La responsabilité politique des exécutifs a été mise à rude épreuve pour apporter des réponses appropriées et enrayer la progression du coronavirus. Si gouverner c'est décider, les gouvernants n'ont pas toujours tiré bonne fortune de leurs choix politiques en termes de popularité.

Depuis plusieurs semaines, le discours politique de gestion de crise est soumis à l'annonce quotidienne d'un bilan sanitaire. Tantôt plus de morts, tantôt moins d'hospitalisations. De tels chiffres affectent en retour la réception par les citoyens du jugement accordé à leurs responsables politiques. Et, globalement, le résultat est sans appel : plus la situation sanitaire se

dégrade, plus la gestion de la crise par l'exécutif est condamnée.

Dans notre enquête comparée et longitudinale couvrant à ce jour huit pays, la satisfaction vis-à-vis de la manière dont les gouvernements ont fait face au coronavirus varie du simple au double : en France, elle est à son niveau minimal (38 %), dans d'autres pays, tels que la Nouvelle-Zélande (91 %) ou l'Autriche (84 %), elle culmine. Des niveaux de soutien importants se retrouvent aussi en Australie (80 %) et en Allemagne (74 %). Ils se différencient de la Grande-Bretagne (61 %) et de l'Italie (55 %), où la satisfaction reste majoritairement bien que plus limitée.

A l'inverse, les Etats-Unis (47 %) rejoignent la France comme les deux seuls cas où le gouvernement ne bénéficie pas d'une approbation majoritaire sur la capacité de gestion d'une telle crise

sanitaire. Le temps du ralliement dont bénéficient les exécutifs en début de crise exogène est déjà passé. L'évaluation par les citoyens de l'action de leur gouvernement est fortement associée à l'intensité de la crise sanitaire, mesurée par l'évolution du taux de mortalité du Covid-19 pour 100 000 personnes, deux jours avant nos deux vagues d'interrogation (23 et 24 mars, 15 et 16 avril). Plus le taux de mortalité croît, plus la satisfaction se dégrade.

Soutien inégal

La France et l'Italie, pays dans lesquels le taux de mortalité a le plus progressé, respectivement + 22,2 et + 21,5, partagent le plus fort recul de l'évaluation gouvernementale, respectivement - 12 et - 11 points. A l'inverse, lorsque la progression du taux de mortalité est faible (Allemagne, Autriche)

ou nulle (Australie, Nouvelle-Zélande), l'évaluation de l'exécutif évolue positivement. Un tel résultat accrédite donc l'hypothèse que les citoyens tiennent leur exécutif pour responsable du bilan sanitaire du coronavirus au sein de leur communauté nationale. Cette clé de lecture n'explique toutefois pas la totalité des variations observées. Pourquoi l'action des exécutifs français et américain est perçue plus négativement que celle de leur homologue italien, alors même qu'au moment de l'enquête, le taux de mortalité italien est nettement plus élevé ?

Au-delà des explications idiosyncrasiques, des comportements particuliers et subjectifs, attardons-nous sur deux autres lectures. En premier lieu, les exécutifs pouvaient bénéficier d'un soutien inégal au début de la crise sanitaire, ce qui conditionne les juge-

ments pendant celle-ci. Il en est ainsi de la popularité fragile (inférieure à 50 %) d'Emmanuel Macron et de Donald Trump.

En second lieu, il existe un effet cognitif de réception des annonces sanitaires. Dans un célèbre ouvrage de 1982 (*The Nature and origins of mass opinion*), le politiste John Zaller concluait que les attitudes des citoyens dépendaient de prédispositions politiques elles-mêmes. C'est précisément ce qui se joue actuellement. Les individus semblent de facto comparer les performances réalisées par les autres pays et ajustent en conséquence leur jugement. Ainsi, un citoyen français sera plus sévère à l'endroit d'Emmanuel Macron au regard de la gestion de crise en Allemagne et, inversement, un citoyen allemand rétribuera son exécutif à l'aune du bilan britannique.

Au moment où les pays s'engagent dans des stratégies de déconfinement, les citoyens s'interrogent sur le bon calibrage de telles politiques publiques. Or il existe un triple risque sanitaire, économique et politique. Une mauvaise stratégie entraîne une recrudescence de personnes infectées et au chômage, qui elle-même érode le capital politique des gouvernants. « It's the Covid, stupid! », rétorqueront les communicants en paraphrasant la phrase - « It's the economy, stupid! » - prononcée par James Carville, communicant de Bill Clinton critiquant le président sortant, George Bush, qui ne s'était pas assez occupé d'économie. ■

SYLVAIN BROUARD, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CEVIPOF (SCIENCES PO), ET MARTIAL FOUCAULT, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF